Bujumbura organise une manifestation contre la France et la résolution de l'ONU

@rib News, 30/07/2016 â€“ Source AFP Le gouvernement du Burundi a organisÃ© samedi une manifestation (photo) devant l'ambassade de France Ã Bujumbura, pour manifester son hostilitÃ© Ã la rÃ©solution de l'ONU adoptÃ©e vendredi Ã l'initiative de la France et prÃ©voyant le dÃ©ploiement de 228 policiers dans le pays. Les autoritÃ©s burundaises n'ont pas rÃ©agi officiellement Ã l'adoption de cette rÃ©solution. Mais elles ont montrÃ©, en mobilisant prÃ¨s d'un millier de leurs partisans dans les rues de la capitale, qu'elles n'entendaient pas s'y soumettre facilement.

Clairement "organisÃ©e par le pouvoir", selon une source diplomatique occidentale Ã Bujumbura, cette manifestation est partie de la place de l'indÃ©pendance en plein centre-ville de la capitale, pour se diriger vers l'ambassade de France. Le maire de Bujumbura, Freddy Mbonimpa, et de nombreux hauts cadres du parti au pouvoir (Cndd-FDD), de l'administration et des dÃ©putÃ©s figuraient au premier rang des manifestants. EncadrÃ©s par de nombreux policiers, ceux-ci ont organisÃ© un sit-in de plusieurs minutes devant l'ambassade, en lanÃ§ant des slogans hostiles Ã la France et au dÃ©ploiement de la future force de police prÃ©vue par la rÃ©solution de l'ONU. "Le peuple burundais dit non Ã la rÃ©solution 2303 de l'ONU", proclamait l'une des pancartes brandies par les manifestants, selon des photos publiÃ©es par les mÃ©dias burundais. "La France a besoin de Casques bleus pour sa sÃ©curitÃ©. Plus de 100 personnes tuÃ©es Ã Nice", pouvait-on lire sur une autre pancarte, en rÃ©fÃ©rence Ã l'attentat de Nice qui a fait 84 morts le 14 juillet. "La France veut envoyer des hommes armÃ©s au Burundi pour commettre un gÃ©nocide comme au Rwanda en 1994", accusait une troisiÃ¨me. La manifestation s'est toutefois dÃ©roulÃ©e dans le calme. "C'Ã©tait trÃ¨s bon enfant, il n'y a eu aucun problÃ¨me", a expliquÃ© l'ambassadeur de France, Gerrit van Rossum, au tÃ©lÃ©phone depuis Nairobi. "Il y a une incomprÃ©hension profonde sur le rÃ´le de la France au Conseil de sÃ©curitÃ©. Mais Ã§a n'a aucun lien avec les relations bilatÃ©rales. Et puis cette rÃ©solution e bonne pour le Burundi", a ajoutÃ© l'ambassadeur, qui est descendu dans la rue pour parler aux manifestants et tenter de faire passer ce message. - 'Ils vont tout faire pour refuser' - Les manifestants ont Ã©galement dÃ©filÃ© devant l'ambassade du Rwanda - pays que Bujumbura accuse d'entraÃ®ner des rebelles burundais - pour lui tÃ©moigner leur hostilitÃ©. Le Conseil de sÃ©curitÃ© a votÃ© vendredi une rÃ©solution proposÃ©e par la France et prÃ©voyant le dÃ©ploiement progressif d policiers de l'ONU au Burundi, pour tenter d'y ramener le calme et de faire respecter les droits de l'Homme. Ce petit pays d'Afrique des Grands lacs est plongÃ© dans une grave crise Ã©maillÃ©e de violences, qui ont fait plus 500 morts, depuis que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en avril 2015 sa candidature pour un troisiÃ¨me mandat, avant d'Ãªtre rÃ©Ã©l en juillet. Les policiers de l'ONU seront envoyÃ©s Ã Bujumbura et dans tout le Burundi "pour une pÃ©riode initiale d'un an". Et leur mandat pourra Ãªtre prolongÃ© ou modifiÃ© si la situation empire. Ce texte demande au gouvernement burundais de "coopÃ©rer pleinement" avec la force de police onusienne. Il risque toutefois de se heurter Ã son refus, celui-ci n'ayant pour l'instant acceptÃ© d'accueillir que 50 policiers. "Ils vont tout faire pour refuser, pour que la rÃ©solution ne soit pas suivie d'effets", prÃ©vient la mÃªme source diplomatique. "Il suffit de regarder les observateurs de l'Union africaine: ils devaient Ãªtre 200, ils sont 30 ou 40." Le gouvernement burundais a acceptÃ© en principe le dÃ©ploiement de 100 observateurs et 100 experts militaires envoyÃ©s par l'Union africaine, mais seuls 32 observateurs et 14 experts sont effectivement sur le terrain. Bujumbura peut compter sur le soutien de certains membres du Conseil de sÃ©curitÃ©. Lors des nÃ©gociations autour de cette rÃ©solution, la Chine, la Russie, l'Angola, l'Egypte, et le Venezuela ont insistÃ© sur la nÃ©cessitÃ© d'obtenir au prÃ©alable un accord du pouvoir burundais. L'envoi de ces 228 policiers aurait pourtant le mÃ©ritÃ© de "rassurer" les Burundais, estime la source diplomatique, qui dÃ©crit une situation caractÃ©risÃ©e par "l'intimidation, la peur, la rÃ©pression" et Ã©voque une "population tÃ©tanisÃ©e".